

L'accès à des services publics de qualité, notre priorité !

Gabriel Danis

Conseiller

En mai dernier, la présidente du Conseil du trésor présentait le premier rapport d'étape du Plan de modernisation 2004-2007, pierre angulaire du gouvernement Charest. Intitulé *Pour des services de qualité aux citoyens*. Il nous a fait sursauter.

Comment la baisse du financement des services publics, le dénigrement de ses employés et l'ouverture au secteur privé pouvaient-ils être associés à une démarche visant l'amélioration de la qualité des services publics ? De là est née une réplique à ce rapport, fruit de la première recherche du nouveau Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) qui réunit la CSQ, le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Nous avons analysé les effets d'une dizaine d'années de politiques néolibérales sur l'accessibilité, la qualité et l'équité des services publics. Le Séminaire de la rentrée de la CSQ a été l'occasion de bonifier le portrait de la situation d'exemples concrets provenant des membres. Le rapport final réitère et explicite l'importance sociétale des services publics.

Plusieurs constats s'y dégagent. D'abord, le rapport cerne clairement que les attaques de front aux services publics ont débuté bien avant le gouvernement Charest. Les premiers préceptes du néolibéralisme remontent aux années 1980 et leur application concrète à grande échelle s'effectue depuis le milieu des années 1990. Le rapport démontre aussi la corrélation entre le désinvestissement public et la diminution de la qualité, de l'accessibilité et de l'équité des services publics.

Secrétariat intersyndical des services publics



En éducation, on remarque une forte diminution du financement de l'éducation depuis une dizaine d'années. Entre 1992-1993 et 2002-2003, les dépenses d'éducation sont passées de 8,7 % du PIB à 7,5 %. Cela représente un manque à gagner de 2,5 milliards de dollars sur un budget total de 18,5 milliards. Cette diminution du financement s'accompagne d'une transformation de la vision de l'éducation en marché. Celle-ci se remarque, entre autres, dans le secteur des écoles privées qui, malgré un financement public, ne subissent aucune contrainte quant à la sélection des élèves. De là découle une plus grande concurrence entre les établissements scolaires, le développement de projets particuliers et l'intégration croissante d'élèves en difficulté au sein des classes ordinaires.

En santé, la détérioration s'effectue en trois grandes étapes : désinvestisse-

ment fédéral et provincial ; déréglementation ; privatisation plus importante. Avec le rapport Ménard, les menaces que constituent l'arrêt Chaoulli et la négociation de l'Accord général sur le commerce des services, le caractère public et universel du système de santé et de services sociaux québécois est à un tournant.

Pour la fonction publique, les volontés gouvernementales concernant la réduction de sa taille est au cœur des transformations depuis une dizaine d'années. C'est maintenant devenu l'objectif premier du gouvernement Charest, l'élément central de son projet de société ! Cela se traduit par un recours croissant et continu à la sous-traitance. On anticipe la diminution de l'accessibilité, de la qualité et de l'équité des services publics.

Ces effets s'avèrent à l'inverse de ce que désire la population québécoise qui tient à ces valeurs, caractéristiques des services publics. Lorsqu'on demande aux Québécoises et aux Québécois de choisir entre une diminution des coûts des services publics ou le maintien de la qualité de ces services, 71,3 % des répondants soutiennent que la priorité doit aller au maintien de la qualité des services publics.

Fondés sur des principes de collectivité et de solidarité, de redevabilité et de démocratie, les services publics québécois participent à une redistribution juste et équitable de notre patrimoine collectif. Chez nous, il ne fait aucun doute que le développement et la pérennité de ces services sont au cœur de notre projet de société : un Québec prospère, solidaire et humain qu'il faut absolument défendre contre l'assaut du néolibéralisme.